



Désespérant ?

"*TOUT DOIT CHANGER pour que rien ne change.*" [Le Guépard]. C'est précisément ce qu'il se passe ici, quand

- le Relais culturel a toujours son nom ridicule,
- l'école de musique, à un emplacement ridicule, porte toujours son nom ridicule,
- le CIRCUS, soi-disant gymnase a toujours ses façades désespérément blanches,
- on confond écologie et ramassage des débris [avec concours ridicule] lors d'une "journée de Lénine" dite citoyenne,
- le vacarme des débroussailluses n'est toujours pas remplacé par l'agropâturage, comme ça se fait partout,
- la consultation des habitants tourne à la mauvaise farce de mauvais goût,
- les décisions sont prises dans le catimini des réunions du lundi matin,
- on embauche des chargés de mission dont on peine à découvrir l'utilité,
- on amuse les contestataires en les intégrant à des "groupes de travail",
- on se refuse à enterrer les divagations immobilières de l'ancienne écurie,
- le conseil municipal des jeunes ressemble à un patronage des années 50,
- ...

Rien n'est entrepris pour réduire significativement la circulation des voitures [les conducteurs l'ont tout de suite bien compris] ou pour maîtriser les flux de livraisons à domicile. A-t-on entendu parler d'un Plan Climat Air Énergie municipal ou d'un Projet Alimentation municipal, préfigurations de ceux de l'intercom' ? Hélas non.

Bilan d'une année de mandat [il en reste un peu plus de quatre pour faire la différence] centrée sur un hall de vaccination dont l'ARS aura été le maître d'ouvrage, et la mairie maîtresse d'œuvre ! Si sourire et politesse sont toujours les bienvenus, ils ne suffisent pas pour mener une politique municipale, en rupture avec celle dont on a dit tant de mal quand on était dans l'opposition.

Cela dit, les nouvelles de Graz avec la victoire d'Elke Kahr, élue communiste revendiquée et assumée, ont de quoi nous rassurer. On peut faire de la politique et niveler volontairement ses indemnités pour les destiner à ceux qui sont dans la misère, sans jouer aux dames patronnesses. Cela devrait favorablement inspirer ceux qui sont aux manettes. Ce serait exemplaire.

Pumpnickelle

ELKE LA ROUGE !



Graz : l'abbé Pierre a troqué la soutane pour le jupon, Jean-Yves vous donne rendez-vous en pages 6 & 7 avec tout ce que vous n'avez lu sur l'engagement personnel de ceux qui font de la politique vraiment autrement

sommaire

désespérant	p. 1
poing de vue	p. 2
salmigondis	p. 3
histoire	p. 4
tourisme	p. 5
jean-yves	p. 6 à 7
communal	p. 8
subcommunal	p. 9
surveillance	p. 10
westercamp	p. 12
bienvenue	p. 12

Les articles publiés dans Pumpnickelle peuvent être reproduits librement sous réserve de mention de provenance.

Exceptionnel

Supplément "Douarnenez" à détacher en pages centrales. Présentation, militantisme, interviews, compte rendu de conseil municipal,

...

Pumpnickelle

directeur de publication :

Antoine Michon

irrégulomadaire

dépôt légal : à parution

n° ISSN : 1271-6332

1 rue Saint-Jean

67160 Wissembourg

abonnement :

annuel : 8,00€ / soutien : 10,00€

pumpnickel@live.fr

reprographiée à

350 exemplaires par

"medialogik" / medialogik.tv

Husarenlager 6a

D - 76187 Karlsruhe

tél. : (0049) 721 53 12 992

fax : (0049) 721 53 12 993



le "poing" de vue ...



... de Gérard Hermann

C'est bien une sorte de coup de poing que Gérard nous envoie alors que nous subissons les attaques combinées d'un virus mutant [d'ailleurs, vous dites "le covid" ou "la covid"] sorti d'on ne sait quelle souche et d'un agrégat présidentio-ministériel en mal de la stratégie qui nous ferait gagner la prochaine guerre. Pitoyable.

Dis Papi, dis-moi pourquoi ...

- Hello Théodore, te voilà enfin ! Tu te rends compte, cela fait un an qu'on ne s'est pas vu, que tu n'es pas venu voir ton Papi à cause de ce foutu virus qui empoisonne les relations familiales et amicales. Alors, viens dans mes bras me faire des doubles bisous pour rattraper le temps perdu !

- Mais Papi, c'est interdit ! D'ailleurs, je n'ai pas très bien compris pourquoi les enfants ne devaient plus embrasser les Papies et les Mamies ! Quand j'allais voir Granny et Grandad, je devais rester dehors à dix mètres ! Tu pourrais peut-être me dire pourquoi ?

- Bon, en France ce n'est plus d'actualité mais l'année dernière des scientifiques de très haut niveau, ne comprenant rien de rien à ce qu'il se passait au niveau de la contagion, ont décidé que la contamination venait principalement des enfants qui en allant bisouter Pépé et Mémé leur transmettaient le virus mortel. Mais, tu vas rire, quelques mois plus tard, d'autres scientifiques de très très haut niveau ont décrété qu'il n'en n'était rien. Rends-toi compte, il y a même un politique plutôt de bas niveau, et pas futut du tout, qui a suggéré que pour Noël il fallait reléguer Pépé et Mémé dans la cuisine pour manger les huîtres et la bûche. Sympa le responsable politique !!!

- Et toi Papi, t'es vacciné ?

- Question que l'on me pose chaque fois avant même de me dire bonjour ! Bon, je l'avoue, d'abord j'ai voulu donner raison à notre président qui a traité publiquement les Français de « Gaulois récalcitrants et réfractaires » ! Hé bien, je récalcitre, je réfracte et en plus je râle !! Donc, non je ne suis pas vacciné ! Mais ensuite, c'est aussi pour faire un acte altruiste : faire bénéficiaire, devant la pénurie de doses, une autre personne plus âgée, ayant plus de comorbidités, étant plus stressée que moi !

- Ah, c'est bien Papi, toujours aussi !

- Ne précise pas, car en fait, après réflexion et voyant que la pénurie de doses rendait la vaccination identique à un parcours du combattant, je me suis dit que je pourrais me faire de la thune ! Enfin des pounds pour toi !

- Non, t'as pas fait ça ?

- Si puisque je te le dis ! J'ai pris rendez-vous : j'avais tout ce qu'il fallait, surtout en crachotant dans le téléphone, et j'ai eu un créneau deux mois après mon appel ! Et là, j'ai mis mes doses en vente aux enchères sur LeBonCoin. Et ça a marché : au bout de quinze jours, les enchères avaient atteint 1275 euros pour la première dose et 550 euros pour la deuxième, normal, il paraît qu'elle sert moins que la première. Mais et hélas, il y a eu un couac dans mon programme ! En effet, je devais être vacciné avec l'ASTRAZENECA et suite à quelques avatars thrombotiques, notre premier ministre Kissétout II^{ème} annonce le dimanche que la vaccination avec ce vaccin continuera coûte que coûte, notre président Kissétout I^{er} annonce lui le lundi que la vaccination est stoppée et que le jeudi notre ministre de la santé Kissétout III^{ème} annonce que la vaccination du bon ASTRAZENECA se poursuivrait à marche forcée et toujours coûte que coûte.

- Et alors Papi ?

- Ben la cata ! Dès le lundi soir, lundi noir oui, le cours de mes doses s'est effondré pour atteindre un penny pour la première dose et un demi-penny pour la deuxième ! Alors, c'est pas béséf !

- Bon, je sais que tu blagues Papi comme d'hab ! Mais tu ne te feras vraiment pas vacciner ?

- Pour te rassurer, j'y songe, bon pas très fort, mais comme déjà de hautes personnalités scientifiques et médicales nous annoncent qu'il nous faudra une troisième injection pour atteindre une immunité, dont le pourcentage est toujours fixé au doigt mouillé, alors moi je vais attendre la treizième injection, ce sera la meilleure !

- Encore une bêtise Papi !

- Oui, bien sûr, mais viens, avant d'aller compter mes pieds de tomates de toutes les couleurs que tu pourras déguster à satiété, je vais te faire de gros schmoutz et toi plein en retour plein de big bisous et un maous hug pour réchauffer ton Papi ! ...

- ... Mais avant d'arriver dans le jardin, je vais te raconter ma dernière idée qui va secouer les Landernau locaux : créer dans chaque ville et village une association l'ANVCOVID !

- Encore une idée farfelue, Papi ? Et c'est quoi cette anvquelquechose ?

- Pas du tout ! C'est du sérieux ! C'est l'« **Association des Non Vaccinés du COVID** » dont le but serait de donner une visibilité à toutes ces personnes qui ne suivent pas le droit chemin politico-médical. Non, mais tu ne te rends pas compte, les NVCOVID subissent l'opprobre des vaccinés qui les regardent comme des assassins en puissance. Les NV se cachent comme les marginaux d'une autre époque, ils n'osent pas avouer leurs réticences et confesser leur esprit réfractaire. Je redoute les pogroms avec des bûchers en place de la République, des noyades dans la Lauter, des pendaions dans les arbres du Grabenloch, des crucifixions dans le jardin du presbytère, des fusillades le long des remparts et j'en passe.

- Alors là, Papi, tu divagues complètement !

- Oui, d'accord mais j'espère qu'on en verra bientôt la fin de cette galère et dans un esprit œcuménique, je proclamerais urbi et orbi :

"Vaccinés et Non Vaccinés : aimez-vous les uns les autres, embrassez-vous et allez en paix ! Amen !"

Gérard HERMANN

Il s'est trouvé une pharmacie qui a informé le réseau ragots dit "facebook" de la disponibilité de quatre doses à saisir, au plus rapide. Chose faite en quelques heures à la suite desquelles l'annonce a été effacée. Quid de la santé publique, de l'examen préalable, des contre-indications, sans parler de la devise républicaine, chacun étant réduit à l'état du consommateur à l'affût de la meilleure affaire. Big pharma doit sûrement y retrouver son compte.



salmigondis discursif



"le covid", "la covid", le "pass", le "passe", le "passeport", le "laissez-passer", "QR-code" ou "réponse-rapide", "flicage" ou "fichage", ...

PAR UN RETOUR inattendu de l'Histoire, deux siècles après que le Sieur François Antoine Florent eut besoin d'un passeport intérieur pour, quittant Kientzheim, rejoindre Chambord et s'y établir cocher, l'un de ses descendants doit être muni d'un laissez-passer à l'entrée des restaurants, musées, cinémas, salles de concert et de sport, foires et salons, lieux de culte [mais pas pour la messe], etc ... Nous voilà revenus au XIX^{ème} siècle : quelle promotion !

Des raisons ? Déraison ?

Ordres, contrordres, confirmations de démentis, réfutations d'affirmations, contradictions et injonctions, mises en demeure, on aura tout connu. Y compris, le « chacun est "libre" de se faire "vacciner" mais cela conditionnera sa place dans la vie sociale ». En bref, vous avez le choix puisque l'on ne vous en laisse aucun. Pas étonnant que, de guerre lasse, les derniers soient allés se faire piquer, sortant de la formalité avec ce fameux QR-code dont on nous dit qu'il ne sert pas à nous pister, puis, que de toutes façons, c'est déjà le cas avec les téléphones. Alors, à quoi bon rouspéter ?

Signalons qu'il s'agit d'abord de faire la preuve d'une vaccination suivie d'un rappel. Et pour ça, un carnet de vaccination classique suffit. Si un gardien de la paix, et lui seul, en fait la demande, on présente un papier d'identité, qui peut être demandé si on présente le code barre.

Problème, certains "vaccinodromes" refusaient de remplir ces carnets de vaccination, même ceux édités par l'OMS, ... sauf pour les Français de l'étranger qui venaient profiter des largesses de la mère-patrie pour disposer du précieux sésame.

Vous avez dit confiance ?

Pourquoi autant d'insistance à faire vérifier par "Big data" ce qui peut l'être d'un simple coup d'œil ? Quel usage sera fait de ces milliards de données engrangées à peu de frais sur des machines basées principalement aux États-Unis où elles échappent aux protections déjà minces qui existent chez nous ? Les "assurances" données par les responsables gouvernementaux laissent songeurs.

Comment accorder un quelconque crédit à celles et ceux qui ont dit tout et son contraire à quelques jours d'intervalle ? Rappelons la brillante saillie du 6 mars 2020 d'un président de la République en goguette avec Madame, nous intimant de les imiter, sortant du Théâtre Antoine où ils avaient assisté à "Par le bout du nez", piteuse mise en scène conclue par un pseudo-martial "nous sommes en guerre !" dix jours plus tard. N'est pas Clémenceau qui veut pour parvenir à inspirer la confiance, et par conséquent, mériter le respect, à commencer par celui de ses adversaires.

On fait au contraire passer les récalcitrants pour des égoïstes, ce qui ne manque pas de sel, venant de ceux qui nous recommandaient de faire des affaires en bourse [une secrétaire d'État, le 10 mars 2020], ou qui font rogner les indemnités de chômage arguant de sophisme qui les disqualifient [voir note].

Avec de telles références, pas étonnant que les discours les plus urluberluesques acquièrent un semblant de crédibilité et qu'il faille recourir plus au bâton [de la sanction] qu'à la carotte [de la persuasion] pour faire état des résultats mirobolants de la campagne d'injection généralisée. Finalement, on continue à patauger au rythme plus ou moins soutenu des revirements gouvernementaux alimentés par la chronique judiciaire, sans que l'on comprenne quoi que ce soit à la politique de santé publique de nos responsables.

Pognon de dingue

Le président de la République a déclaré que l'on doit mieux gagner sa vie en travaillant qu'en restant chez soi. En fait, sur les 2,4 millions de chômeurs indemnisés, la moitié perçoit 1 000 euros/mois, et 95% moins de 2 400 euros/mois, allocations inférieures à leur ancien salaire. Ceux qui énervent le p. de la R., ce sont ces "profiteurs" au salaire moyen de ... 220 euros/mois vers qui ruissellent ... 290 euros/mois. Une question se pose : que vont-ils faire de tout cet argent ? La remarque vaut naturellement pour cette indécente augmentation du SMIC que l'on annonce à 24,00 euros par mois. Comme le ponctuait le regretté et talentueux Jean Yanne, "l'argent va à l'argent !"

Une affaire à méditer

C'est en faisant tourner des algorithmes sur les ordinateurs d'une entreprise privée que ce qui reste d'administration fiscale aux Pays-Bas a accusé, à tort, des milliers de familles [26 000 !] de fraude aux allocations. Il suffisait que "Big data" déniché un mauvais profil pour faire déclencher la procédure de remboursement de trop-perçu présumé. Il s'agissait de dizaines de milliers d'euros par famille. On est même allé jusqu'à fouiner dans la carte de fidélité d'un supermarché d'une allocataire qui a dû expliquer que sa mère l'aidait à remplir son réfrigérateur. Un autre a dû se justifier de la possession d'une voiture [hors d'âge] dont le modèle ne cadrerait pas avec les définitions de la pauvreté selon les matheux de service. Cela s'est passé il y a une dizaine d'années, et a plongé ces pauvres gens, parfois simplement coupables d'être titulaire d'une double-nationalité, dans la misère et le déshonneur. Ménages pulvérisés, enfants stigmatisés, déménagements imposés, rien ne leur a été épargné alors que les contrôles, pilotés par les ordinateurs, continuaient, aveugles et insensibles.

Il aura fallu le courage et l'opiniâtreté de quelques hommes et femmes politiques pour que justice commence à être rendue. On doit citer **Pieter Omtzigt**, ultra populaire député à la Seconde Chambre, qui n'a pas lâché l'affaire, malgré les critiques voire les insultes de ses camarades de parti, le CDA. Tant et si bien que ce scandale aux fausses allégations de fraude a fini par faire tomber le gouvernement à quelques semaines des élections générales. Depuis, c'est le *statu quo*, les caciques étant même parvenus à se débarrasser, provisoirement, du gêneur.

Le point de vue de Valentine, la copine de Désirée :

"**CHEZ NOUS, AU DUMMELSTEIN**, on n'a pas connu tous vos débordements. Notre souveraine adorée, **Pierrette-Christiane I^{ère}**, a pris les choses en main. Elle nous a mis en garde contre les risques que nous courrions, sans rien nous cacher, en faisant appel à notre intelligence, au nom de la confiance que nous lui faisons. Pas de dramatisation, pas d'exclusion des uns ou des autres, pas de P.V., pas de dispositif intrusif, et on s'en tire bien.

Il faut dire qu'elle veille au grain et que les hôpitaux principautaires ont toujours bénéficié d'un traitement attentif. Le personnel est bien traité, bien considéré, bien payé. J'ai compris que chez vous, ce n'était pas vraiment le cas.

Ce n'est pas facile mais on tient le coup, tous ensemble, dans la bonne humeur en attendant des jours meilleurs."



histoire & culture



Les uns "fêtent" le 40^{ème} anniversaire de ce qu'ils appellent "la Nef". Pumpernickelle préfère commémorer le souvenir du "Dominicain", inauguré à la mi-mars 1981 et vous propose quelques éléments qui compléteront les "biographies" officielles.

LE DOMINICAIN, relais culturel de Wissembourg, a été inauguré à la mi-mars 1981, par Monsieur A. Zoog, maire à l'époque. Une plaque a été d'ailleurs dévoilée à cette occasion. Elle a mystérieusement disparu à la suite des travaux engagés en 2009. Curieux.

Il a été dirigé par Dominique Alber. Sorte de Germain Muller d'Alsace du Nord, il savait mener une troupe de théâtre et a créé la KDB. Il a organisé les Monastiques à l'été 1988, une fête grandiose qui a réuni des foules à l'occasion du septième centenaire de l'abbaye. Dominique Alber n'avait pas un caractère facile, mais il avait cette fulgurance artistique qui fait cruellement défaut aujourd'hui. Il avait su faire venir Guy Bedos, Georges Moustaki, Serge Reggiani, et bien d'autres, ce qui n'est déjà pas si mal.

De beaux succès, mais des problèmes

Ensuite, l'histoire du Relais doit s'envisager au travers de la rubrique judiciaire, volets pénal et prud'homal.

Deux fêtes populaires avec reconstitutions ont été organisées les deux années suivantes et c'est là que les ennuis ont commencé avec la mise en place d'une billetterie parallèle aux événements organisés par le Relais Culturel. Suite à un contrôle de la chambre régionale des comptes en 1991, un rapport établi en 1992 a été remis à chaque membre du conseil municipal. Objet de toutes les discussions, il a provoqué l'effroi chez les décideurs qui redoutaient tout autant de s'en prendre à une institution symbolisée par le directeur qu'ils s'interrogeaient sur la suite à lui donner. Une plainte a été déposée. À l'époque, le maire Pierre Bertrand pensait qu'elle allait aboutir à un non-lieu, ce qui a été le cas sur la forme. Mais, alerté par la démarche, le Parquet a déclenché une enquête aboutissant à la condamnation du directeur.



"Le Dominicain" (1288) d'après carte postale du 14 mars 1981

Longue période d'assainissement financier

Son remplacement est intervenu. **Claude Forst** a remis de l'ordre dans le chaos. Il a fallu faire face au trou financier. Pour redresser les comptes, il a été décidé d'une part de municipaliser la bibliothèque, opération permettant à la commune de revoir sa subvention annuelle à la baisse et d'autre part de contracter un emprunt pour en finir avec les frais financiers et assainir les comptes.

Cela s'est fait au moment du départ de Monsieur Martineau, ancien directeur de l'entreprise Wimetal de Wissembourg, remplacé par Monsieur Weber, un responsable d'agence bancaire.

Claude Forst est parvenu à maintenir une forte fréquentation de la structure tout en opérant un spectaculaire redressement financier. À l'époque, les réunions du conseil d'administration de l'association de gestion et de programmation du relais culturel étaient studieuses, personne ne voulant la répétition de l'épisode précédent. Claude Forst est parti à Saverne et un appel à candidature pour un nouveau directeur a été lancé.

La scoumoune ...

Deux candidats ont été retenus, l'un plutôt théâtral, **Bernard Habermeyer**, l'autre dont on a tu le nom, pré-

sentant néanmoins garanties et capacités pour occuper ce poste. Mais, n'ayant pas les faveurs du bureau du conseil d'administration, c'est Bernard Habermeyer qui a été choisi. Il ne souhaitait pas habiter à Wissembourg, pourtant une condition *sine qua non* de son embauche. Par ailleurs, il avait des méthodes de gestion artistique qui ont rapidement déplu aux membres de l'équipe de programmation. Au bout de six mois, un dossier a été constitué contre lui, conjointement par des personnels de l'administration du Relais et des membres du conseil d'administration. Il a été mis à la porte de façon fort inélégante, et a saisi les Prud'hommes où le licenciement abusif a été reconnu. La somme qui lui a été versée (on a parlé de 50 000,00 euros) a encore grevé le budget du Relais culturel.

Encore une nouvelle tête !

Philippe Prost a ensuite remplacé Bernard Habermeyer en 2005. Il avait des idées et des initiatives. Remp' Art Festif, c'est lui. Il a aussi poursuivi l'œuvre entreprise en pérennisant les ateliers théâtres et l'ensemble de la programmation.

Abondant alors le contexte pré-électoral, le chantier du Relais culturel s'annonce. Vingt-cinq ans après son inauguration, aucun entretien sérieux n'avait été fait, seuls les fauteuils de la grande salle avaient été changés. Sa réfection est alors un sujet. Le maire d'alors, Monsieur P. Bertrand, prévoyait des travaux en deux phases pour une quinzaine de millions d'euros. Cette opération sera remise en cause dès les premiers mois de la nouvelle mandature, le maire fraîchement élu décidant de faire mieux avec moitié moins d'argent, ce qui relève de la gageure si l'on prend comme exemple le confort de l'assise des sièges rétractables de la grande salle ou la détérioration rapide de certains équipements.

Sans oublier l'acoustique de la grande salle qui a dû être revue ...

Lors d'une séance du conseil municipal en 2010, Monsieur P. Bertrand demande au maire si le Relais culturel va être municipalisé. Réponse : ce n'est pas à l'ordre du jour. Il le sera finalement. Au passage, *damnatio memoriae* oblige, le nom du Dominicain est dénaturé et remplacé par un autre, ridicule. Mais il fallait sûrement ça pour entretenir la fonction de mistigri de ce bel outil au service de la culture.

Lassé de voir ses projets contrariés par un maire qui le prenait de haut, Philippe Prost décide de partir et dirige, en Aquitaine, une salle de culture accueillant des dizaines de milliers de spectateurs chaque année.

L'actuelle directrice assure l'intérim, elle qui fut d'abord remplaçante d'une secrétaire, avant d'être promue puis de chapeauter semble-t-il les affaires culturelles de la commune ; elle veille à ce que les manifestations soient conformes aux normes de la convenance sociale. Les promesses de mise en place d'une commission de programmation indépendante ont naturellement fait long feu. Elle s'inscrit dans tous les coups plus ou moins éphémères, confondant animation et agitation. Elle a mis en place des résidences artistiques perpétuelles censées apporter professionnalisme et savoir-faire aux bénévoles locaux en développant des actions dites "participatives" débouchant sur des "restitutions" immanquablement "jubilatoires".



vous avez dit "tourisme" ? - 5



"Tourisme wissembourgeois", l'oxymore qui tue, comme ces mots qui prétendent être associés à ce qu'ils appellent une économie non délocalisable, preuve que l'on a affaire à de grands visionnaires pénétrés de grands desseins.

IMAGINONS l'étranger débarquant à Wissembourg voulant en savoir plus sur le "Weinlehrpfad" du côté allemand. Mauvaise pioche : si le bureau d'information touristique est ouvert, on y sera bien incapable de lui donner quelque renseignement que ce soit. Dépité, il ira à l'office de tourisme de Schweigen ...

Au-delà de l'anecdote, voilà dans quel état deux années de nouvelle direction ont mis l'ancien O.T., maintenant piloté par "l'Alsace verte", dont *lapresselocale* ne cesse de nous dire le plus grand bien, preuve qu'elle est admirablement informée. En revanche, on sera intarissable sur ce que l'on voudrait présenter comme le moteur du tourisme local, la tour en bois. Parlera-t-on dans ceux cents ans de ce belvédère ouvert à tous les vents dont l'attraction principale semble être son toboggan pour en descendre ? Plus que de l'abbaye et des remparts ? Gageons que passé l'effet de relative nouveauté, la tour tombera dans l'indifférence qu'elle n'aurait jamais dû quitter.

Dynamitage méthodique

Ces dernières années, on a systématiquement démolit tout le travail entrepris il y a une trentaine d'années par Madame F. Debaëne, visites guidées en particulier, qui fonctionnait à la satisfaction générale. L'ancien président de l'office de tourisme ne s'y est pas trompé : lorsqu'avec l'aval de l'ancien maire il a constitué une association dite d'animation, il a emmené avec lui ce qui rapportait, les visites guidées et le petit *Bähnchen*.

Une direction chaotique

Les années métamorphosant un O.T. municipal en structure intercommunautaire ont offert le douloureux spectacle de petits potentats plus soucieux de leur pré carré que de la promotion du tourisme subrégional. Combats d'egos mal placés, invectives, escamotages, escarmouches incessantes, rien n'aura été épargné. Le pire étant toujours envisageable, il est venu de la piètre prestation de la directrice de l'O.T. sur les ondes d'Alsace 20. Sur un ton monocorde

et sans ponctuation, elle débite une suite de lieux communs sans autre justification que les images de tartes à la crème qui sont proposées. "– Nous avons ... Nous avons ... Nous avons des points de vue remarquables en n'auteur [sic] des rochers et des ruines de châteaux-forts ... de l'Alsace [...], le site fortifié Wissembourg [sic] qui fait partie des plus beaux détours de France, Ouchpar [sic], le village préféré des Français 2020 [elle en est encore là !] c'est vraiment lieu d'histoire [sic] avec les ouvrages de ligne Maginot [sic] les monuments pour la guerre de 1870 [sic] ..." Si c'est comme ça que les grands décideurs voient l'avenir touristique de Wissembourg et de sa région, on est plutôt mal parti. Ce qui surprend, c'est qu'elle parvienne à faire illusion.

Pour ne pas charger une barque déjà en-deçà de la ligne de flottaison, on ne dira rien de la gestion du personnel. Tout est mis en œuvre pour évacuer les anciens employés, laissés à eux-mêmes et chargés de rattraper les absences d'une direction aux abonnés absents. Car c'est une caractéristique de cet ÉPIC [établissement public à caractère industriel et commercial] : il est quasiment impossible d'obtenir un rendez-vous avec la directrice. Quant à la présidente, elle a tant à faire qu'elle ne sait plus quelle casquette elle a sur la tête quand on lui adresse la parole.

Le marronnier du *Bähnchen*

Lorsque *lapresselocale* n'a rien à écrire, elle ouvre le précédent chapitre et s'enquiert de l'état d'avancement du dossier. C'est invariablement en attente, les prochaines propositions des uns devant répondre aux précédentes mises en demeure des autres, et vice-versa. Il est curieux que les responsables de cette cacophonie n'aient jamais été sérieusement interrogés, ou qu'ils n'aient jamais eu à répondre de leurs décisions. Tout cela passe, glissant comme l'eau sur les plumes du canard qui continue son laborieux cancan.

Rien n'avance, rancœurs [et articles] s'accumulent, les contre-vérités alternent avec les assertions désinvoltes, la place publique est transformée en vaste enclos de règlement de comptes et d'invectives, une vente est transformée en cession d'actif, des dettes prennent des proportions soudain exorbitantes, et les touristes en sont réduits à déambuler au hasard de la médina locale.

Et tout ça pour ça

Même que les Allemands trouvent le temps long, car c'était ça aussi, le *Bähnchen*, payé en partie grâce à des fonds européens.

Au fait, on a des nouvelles des rosolies, les engins à quatre roues à pédales ? Et le camping, promis en février 2008, oublié désormais, encore un truc évanoui ...

On doit supporter la multiplication des aires sauvages de camping-cars. On a beau dire, mais le temps perdu à dérouler le tapis aux promoteurs de "ma grosse tour en bois" n'aura pas été mis à profit pour envisager l'accueil des cyclistes au long cours. Mais qui s'en soucie ?

Le soutien à 360° : liaison ferroviaire directe Europa Park – Drachenbronn !





L'élection d'Elke Kahr à la mairie de Graz, près de 290 000 habitants, deuxième ville d'Autriche, en a surpris plus d'un, y compris elle-même qui l'a humblement confessé le soir de son succès. Quelle femme !

Graz en état de grâce !

À VIENNE, on comptait les jours du chef des conservateurs, clone de Macron, arrivé au pouvoir grâce aux efforts incessants et complaisants de media aux ordres. Kurz, chef d'un gouvernement dans la main d'une oligarchie travaillant dans le secret, n'aura été d'ailleurs qu'une sorte d'idiot utile, façon homme de paille. Pendant ce temps, à Graz, les roses rouges fleurissaient au balcon de l'Hôtel de ville. La mairie de la deuxième ville du pays était tombée dans l'escarcelle communiste !

On insiste trop sur le fait que la maire de Graz soit communiste, comme pour vouloir dire "*petit accident de parcours sur l'interminable chemin de la noble démocratie ... capitaliste*". "*La Révolution mondiale débutera-t-elle sur les rives de la Mur, à STALINGRAZ ?*" se demandent les Saltzburger Nachrichten. Ou bien "*s'agit-il d'être au service des citoyens en menant une politique sociale chaleureuse en phase avec les réalités quotidiennes ?*" poursuit le journal.

Elke Kahr n'a pas tant été élue maire de Graz parce qu'elle était communiste, mais plutôt parce que c'est avec constance qu'elle a choisi le chemin de la générosité, mieux que les autres, politiciens ... ou les religieux, et depuis plus longtemps.

Non, Elke Kahr n'a pas acheté les voix des habitants ou "*les bonnes intentions*" des media, elle n'a pas non plus promis à chaque citoyen un bouquet de fleurs pour les quarante ans. Ce succès électoral est d'abord celui de son bon sens.

Elke Kahr a tout simplement compris qu'il y avait dans notre société trop de gens qui sombraient dans la misère sous le poids de la hiérarchie et dans les méandres de l'administration.

Ainsi, depuis des décennies, elle reverse au moins les 2/3 de son salaire à des actions sociales, parfois en répondant directement aux urgences par ses propres moyens, ne gardant que 1 950 euros pour elle. Alors qu'elle touchait, comme adjointe, 6 100 euros par mois, elle en reversait 4 150 à des œuvres sociales. En tant que maire, ses indemnités se monteront à 7 744 euros, et comme elle ne changera pas ses habitudes, elle en reversera 5 794 à des actions sociales. Voilà un exemple de dignité et de solidarité qui mériterait d'être médité et imité par la plupart de nos élus, y compris locaux.

Elle n'a pas oublié ses origines : enfant adopté lorsqu'elle avait trois ans, elle a eu une scolarité modeste dans un milieu de travailleurs. Employée de banque [comme Arlette Laguiller !], elle a obtenu son baccalauréat grâce à des cours du soir. Elle connaît la situation des plus humbles, de celles et ceux qui travaillent dur, souvent pour finir travailleurs pauvres.

Elle déteste le culte de la personnalité. Elle ne veut être associée à aucun de ces mythes et récuse les penseurs poussiéreux. Gageons qu'elle se tient aussi à l'écart des breloques et autres rubans à la boutonnière. C'est en conscience qu'elle agit pour les plus démunis, ceux que notre société ignore, cette société essentiellement centrée sur l'argent. Et lorsqu'on l'associe à "Caritas", elle trouve que c'est le plus beau compliment qu'on puisse lui faire.

Voilà qui une grande ville riche, prospère et puissante d'Autriche a mis à son plus haut poste, plutôt éloignée des salons du Beau Danube Bleu, une sorte d'Abbé Pierre ... en jupon.

Ce que ne souligne pas la presse pour ne pas vouloir citer un exemple qui dérangerait la fausse modestie de nos très

souriants dirigeants, c'est que Elke par ses bienfaits réels et constants a adressé des sommes colossales à ceux qui étaient dans le besoin. Alors tous les Kurz, Laschet, Johnson, Macron et autres Trump ne sont à ses yeux vraiment pas "*en état de Graz*".

Il reste à souhaiter qu'elle fasse tache d'huile, ainsi les paradis fiscaux mettront la clef sous la porte et nous serons sur une planète où nous aurons enfin rendez-vous avec le bonheur et l'honnêteté.

Laissons-lui le dernier mot : "*Certains font des promesses quelques semaines avant les élections. Nous, nous sommes là tous les jours, et depuis des années, pour les gens, surtout pour les plus démunis.*"

Graz, à 150 km au sud-ouest de Vienne, deuxième ville d'Autriche, site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, nœud ferroviaire et routier. Sa situation géographique, son accessibilité à partir de Vienne, son importance démographique, son université, des services publics attachés à son statut de capitale du Land de Styrie, autant d'atouts pour l'accueil de gros investissements industriels, Steyr-Daimler-Puch, Chrysler et Daewoo dans la foulée s'y sont ainsi installés.

Élue du parti communiste autrichien, on lui demande si Lénine et un modèle pour elle.

Elke Kahr : "*Lénine, c'est le nom de notre chat, à la Maison du Peuple. Je l'aime bien.*"

Le fonds de solidarité des élus du KPÖ

EN 2020, Claudia Klimt-Weithaler, membre KPÖ du parlement du Land de Styrie, **Elke Kahr** et son collègue au conseil municipal de Graz **Robert Frotzer** ont versé **167 757,06 euros** de leurs indemnités pour **soutenir 1 577 familles**. Du fait de la pandémie, les exigences techniques découlant de l'enseignement à distance ont causé des soucis financiers à de nombreuses familles. Des étudiants ont perdu l'emploi à temps partiel qui finançait leur cursus. Des ménages modestes ont eu encore plus de mal à joindre les deux bouts. La crise en a fait entrer dans la pauvreté.

Ce Fonds mis en place par le KPÖ s'est révélé nécessaire pour les accompagner et leur permettre de ne pas être exclus de la vie sociale. Lors du bilan de l'année 2020, les trois élus ont insisté sur la nécessité de mettre les ressources financières du pays, concentrées dans quelques grandes fortunes, au service de celles et ceux qui vivent en marge, comme les sans-abri. Depuis 1998, un total de **2 479 245,18 euros** a été versé à **20 039 familles** par les mandataires du KPÖ. En 2020, les fonds ont servi à des bons d'achats alimentaires [37%], des paiements de loyers [25%], des frais d'électricité et de chauffage [10%], des aménagements de logements [8%]. Le solde a été réparti dans des frais de scolarité, des aides au transport ou l'équipement des ménages.

Tous comptes faits, et contrairement à ce que l'on nous chante, il existe des politiciens honnêtes, qui vivent selon leurs convictions, mettant leurs actes en accord avec leurs discours. Ils peuvent ainsi servir d'exemples en nous rassurant sur les bons côtés de la nature humaine. À méditer !

Gros bonnet d'âne pour le petit Kurz

Belle victoire pour Elke Kahr





actualité communale ...



Les informations rapportées dans la précédente livraison de Pumpernickelle ont fâché celle qui veut nous apprendre la post-démocratie, au nom des "emprunts" qu'elle fait sur la toile mondiale. La bienveillance a ses limites, la patience également. Concernant la participation citoyenne, certaines leçons sont mal venues, surtout qu'ici, on cite ses sources, et c'est bénévole.

EN AOÛT 2014, Pumpernickel(le) proposait à la municipalité d' alors le schéma des mécanismes participatifs. L'opposition, maintenant aux manettes, n'avait qu'à se servir, sans recourir aux services d'une soi-

disant spécialiste, experte en délayage de plagiat, maieuticienne d' occasion et inventeuse de l'eau tiède. Quant à l' amalgame entre journalisme et personnage politique, c'est une autre histoire.

Les mécanismes participatifs

TOUT A COMMENCÉ dans l'Islande post-krach financier avec une commission citoyenne constituante, inspirée des "panels de citoyens", die *Planungszellen (PZ)*, expérimentés dès 1972 à Schwelm, ville de 30 000 habitants de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, pour résoudre un problème de stockage de déchets. Il s'agissait de redonner du sens à la démocratie quand les électeurs s'en détournent, ou s'en remettent aux bonimenteurs et aux démagogues.

Ce concept imaginé par le Pr P. Dienel de l'Université de Wuppertal dans les années 1970, fait intervenir les citoyens dans les processus de planification et de décision, sans court-circuiter la démocratie représentative. Cette procédure a été utilisée des centaines de fois dans divers types de projets.

Un panel de citoyens est un groupe de gens rémunérés, choisis selon une procédure aléatoire, pour obtenir une image miniature de la société [couches sociales, groupes d'âges et parité] pour une période limitée pour traiter une question, aidés de "médiateurs de processus". Les citoyens sont évaluateurs ou planificateurs. Ils alimentent le processus collectif d'information de l'opinion. Pour atteindre ces objectifs, le panel reçoit une formation, à l'abri des groupes de pression susceptibles d'influencer sa décision.

La procédure se décline en trois étapes :

- 1. Préparation :** programmation d'un événement, préparation des documents d'information, invitation et formation des participants.
- 2. Exécution :** quatre journées de huit heures, en petits groupes pour garantir les chances de l'expression de chacun. La journée est divisée en quatre segments d'information et de travail. Les discussions visent à élaborer évaluations et propositions de solutions.
- 3. Phase post-exécutoire :** édition d'un rapport final (appelé "expertise citoyenne") par l'institut chargé de la préparation et de la réalisation du projet, et le suivi des participants.

Précisions : vingt-cinq est le nombre efficace d'une cellule de planification, subdivisée en groupes de cinq ; la composition des groupes varie pour exclure toute influence dominante ; la présence des participants est exigée à heures fixes, de même que leur disponibilité à absorber l'information nécessaire, ainsi qu'une participation positive au processus de groupe.



Pumpernickel, n°72, p.16, août 2014

Conseil (de quelques) citoyen(s)...

... ou comment changer l'or en plomb ! C'était une belle idée dont il suffisait de confier la concrétisation à des gens compétents et dignes de confiance. S'en remettre à quelqu'un d'embauché sur candidature spontanée [ben voyons !] à l'issue d'une réunion publique calamiteuse relève au mieux de l'amateurisme. Qui a vérifié le C.V. ? Quid des documents "produits", rédigés dans le meilleur des cas en pompant hardiment les idées des autres. Pour ne pas en rajouter, glissons sur l'ortographe dont on ose dire que "ce n'est pas grave, ça n'intéresse pas les gens". Ah bon !

Le reste est à l'avenant : un film serait "exhibé". Ah bon ! Les rétifs sont mis sur la touche, interdits de parole s'ils refusent d'abandonner pour dix ans leur droit à leur image [visible ensuite sur ces insupportables chaînes de réseaux-ragots aux mains d'entreprises fraudeuses fiscales]. Cette histoire, pilotée depuis la mairie, vire à la pantalonnade, décourageant les meilleures volontés qui préféreraient quitter discrètement le navire qui sombre dans le ridicule des méthodes infantilisantes d'une appointée valorisant les plus accommodants, qui n'hésitent à se pousser du col. Pathétique.

Isolés de tous les quartiers, unissons-nous !

Des petits malins ...

... ont flairé la bonne affaire. Ils, ou elles, se sont précipités sur le "marché" de la démocratie locale. Leur jargon, c'est comme à la Samaritaine, on y trouve de tout ! Ils y mêlent "bienveillance", "écoute", "entente" et "recueil des avis". La valeur ajoutée passe par le "refus de la confrontation", on installe un "climat de confiance" scénarisé, on maîtrise les "techniques de co-construction", en s'arrangeant pour que "les défiants, qui souvenent résistent, entrent en communion avec leurs pairs, après avoir déposé leurs sacs" [sic]. Ce qui signifie qu'on les neutralise en les décourageant ou en les isolant, manière de leur faire comprendre que l'effacement de leur personne ...

Entre "l'input", le savoir-faire présumé des pros, et "l'output", les résultats produits, on trouve "le throughput", ou processus. Ce petit monde vient de l'événementiel et de la communication, jongle avec les outils digitaux et les plateformes. Et il y a de l'argent à faire ! "Citizenlab" va "régler le déficit démocratique" grâce aux "solutions digitales" et à sa "vision à 360 degrés", tout en confessant influencer les débats ! La concurrence fait rage, nivelant les offres centrées sur la forme, négligeant le fond. On propose de la "participation en kit", en faisant l'impasse sur l'objectif premier : rapprocher le citoyen des enjeux politiques. Pas grave pour des gens qui se prennent pour des médiateurs, spécialistes dans l'usage généralisé du copier-coller.

Après, il suffit d'habiller la réalité pour entortillonner son interlocuteur qui va, sans hésiter, dépenser quelques euros utiles, pas perdus pour tout le monde. source : RTBF, 14 / 07 / 2021, professionnalisation de la participation citoyenne



actualité subcommunale



Que se passe-t-il à Altenstadt, ce quartier oriental qui revendique sa qualité de "village" au point d'avoir troqué sa commission consultative, réglementaire, au profit d'un "conseil de village" chaperonné par la maïeuticienne de service ?

EN FAIT RIEN, ou pas grand-chose, dans la mesure où il a été décidé de s'en tenir à des changements marginaux pour donner l'impression que c'est différent alors que c'est pareil, peut-être pire, qui sait ? L'exemple de la carrière de la route de Riedseltz est éclairant de cet immobilisme, de cette passivité dont on sait faire preuve simplement parce que l'on n'a même pas l'idée que les choses pourraient évoluer.

Une exploitation invraisemblable

Conseil municipal, ce 19 février 2021 : une conseillère d'opposition demande ingénument si l'exploitant de la carrière est propriétaire des terrains et veut être assurée que la commune n'en tire aucun revenu [si, si, c'est aussi incroyable que vrai]. Le maire-délégué répond par l'affirmative aux deux questions, comme on peut le constater sur le procès-verbal, qui faisait suite à un point d'information relatif à un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires à la société exploitante. Autrement dit, nous vivons une situation analogue à celle qui prévaut dans les ex-colonies, comme le Niger, où un prédateur s'approprie les richesses minérales en toute impunité. Mais même là-bas, l'extracteur d'uranium verse une sorte de rente qui dédommage, partiellement, l'état où il se sert.

Cela se passe alors que l'exploitant a fait l'objet d'une observation de la part de la Mission régionale d'Autorité environnementale, la MRAE, qui a rendu un rapport, peu élogieux, dont elle a réglé les détails lors de sa séance du 26 novembre 2020. Quel dommage que la cellule d'investigation de *lapresselocale* n'ait pas eu l'idée de consulter ce document pour informer ses lecteurs, surtout à l'occasion d'un article estival sur le sujet.

Des délais non tenus

Que lit-on ? Que la société exploitante sollicite le renouvellement, pour 20 ans, de l'autorisation d'exploiter cette carrière [de sables extra-siliceux commercialisés dans les secteurs de la verrerie et des sols sportifs,] ainsi qu'une extension de 7,4 ha. L'exploitant a déjà sollicité une prolongation temporaire le 5 mai 2020, afin de poursuivre son activité pendant l'instruction de son dossier. L'Autorité environnementale, l'Ae, déplore le manque d'anticipation pour solliciter le renouvellement de l'autorisation, constatant que **l'exploitation se poursuit sans autorisation**. Elle rappelle que cette pratique est contraire au principe de prévention et à la démarche d'étude d'impact. Elle ajoute que si le pétitionnaire ne respecte pas les prescriptions déjà applicables, quelles garanties a-t-on qu'il respectera les termes du dossier présenté ? L'Ae attire l'attention de l'Inspection et du préfet sur le caractère irrégulier de la situation actuelle de l'exploitant et sur les difficultés de motivation d'une autorisation temporaire pour la poursuite de l'exploitation de cette carrière.

L'Ae recommande tout d'abord au pétitionnaire de compléter son dossier par les dispositions préconisées par le Conseil national de la Protection de la Nature [page 3]. Et rendez-vous en page 4 pour la suite des opérations :

- justifier les besoins en sables siliceux sur la durée totale d'exploitation et inscrire le projet dans les objectifs du schéma départemental des carrières du Bas-Rhin visant à réduire les consommations foncières et l'exploitation des ressources naturelles. L'Ae recommande des scénarii alternatifs à l'exploitation de la partie Sud et le réexamen de la remise en état de la carrière ou de la technique d'exploitation, pour valoriser les graviers autrement qu'en les utilisant comme remblai ;
- justifier le choix d'installations de traitement des matériaux sur un site déporté, au regard de l'incidence sur le trafic routier, par

une analyse, en liaison avec les services du conseil départemental du Bas-Rhin, de l'accidentologie dans les villages traversés pour y améliorer la sécurité ainsi qu'une localisation du traitement sur le site de la carrière.

- présenter un bilan complet de l'activité exercée depuis 2017 sur le site et des éventuelles défaillances ;
- améliorer la surveillance de la qualité de la nappe souterraine en présentant un plan de surveillance adapté ;
- calculer le bilan des émissions de gaz à effet de serre et présenter des mesures de compensation.

Cette litanie n'a pas empêché les services préfectoraux de renouveler l'autorisation d'exploiter, alors qu'on était hors délais et qu'il fallait d'abord régulariser l'état de fait pour lui faire épouser les contours de l'état de droit.

Quatre phases qui interrogent

La carrière, c'est un gisement d'une bonne trentaine de mètres d'épaisseur, 4 500 000 m³ de sable, environ 7 200 000 tonnes, dont un tiers de stériles, et une exploitation moyenne annuelle de plus de 400 000 tonnes / an. Pourquoi, avec de tels tonnages, une partie de la richesse locale ne revient-elle pas à ceux qui en subissent les nuisances [42 A-R de camions par jour] ?

La carrière de Riedseltz / Altenstadt ...



document Fulchiron in MRAe 2020APGE72, page 7/17

... comme vous la verrez peut-être, lorsque, "le site, après remise en état, comportera deux plans d'eau, des zones humides, des zones boisées et une friche pionnière qui sera (re)colonisée dans ce nouvel espace écologique".

Il est permis de rêver. Et qui pourrait en douter ?

En 2039, qui se rappellera les engagements pris par l'entreprise exploitante ? Surtout si elle s'autorise à continuer à extraire sans autorisation comme cela a été le cas l'an dernier ? Personne jusqu'à présent ne semble s'être interrogé sur la question. Peut-on par exemple exiger que l'entreprise exploitante finance une fondation qui se consacrerait à la renaturation des sols industriels, à l'éducation civique de la population, à l'information contradictoire sur l'état environnemental de la sous-région, à la promotion d'un mode de vie économe en ressources et en énergie, au soutien à la sobriété en matière de transport et consommation des matériaux, etc. Comme on le voit, le sujet mérite mieux qu'une réponse lacunaire à une question de même nature posée ingénument au conseil municipal.



actualité communale ...



Surmobilisée sur la gestion d'un centre de vaccination de fait cornaqué par l'autorité régionale de santé, la municipalité pourrait en être réduite à l'expédition des affaires courantes. Mais elle sait se consacrer à l'essentiel !

L'ANNONCE A ÉTÉ FAITE de manière elliptique pour faire semblant de répondre aux "incivilités", terme qui met sur le même plan le papier jeté par terre, le tag ordurier sur un mur, ou le vol de sac à main. L'un est un délit quand l'autre relève plus de l'inconduite que de la garde à vue. Mais, il ne faut pas être avare de signes à l'égard de la fraction conservatrice de la population qu'il faut caresser dans le sens du poil, de préférence avec la raie bien à droite.

Un drôle d'oiseau bien indiscret

Page 13 du numéro 3 de la pipelette nullissime : annonce sur un mode quasi-humoristique de la mise en place d'une caméra dite de **vidéoprotection** appelée "nomade" [c-à-d qu'elle sera déplacée au gré des hum

eurs de ses promoteurs, "en fonction des besoins" (sic)] pour identifier les contrevenants et servir à la **surveillance** [on quitte alors le registre de la **protection** ...] des manifestations [lesquelles ?]. Pour faire bonne mesure, nos joyeux instigateurs l'ont affublée d'un surnom qui jette l'opprobre sur les strigidés, "la chouette", en même temps qu'il renvoie aux propos nauséux d'un candidat national-frontiste sur les "hiboux".

Doit-on rappeler que ces caméras n'ont que rarement contribué à prévenir crime ou délit.

L'exemple emblématique, et dramatique, est celui de Nice, ville constellée de ce type d'appareil dont aucun n'a empêché l'attentat du 14 juillet 2016. Ces dispositifs ont été mis à contribution essentiellement *a posteriori*, et, pour reprendre le dramatique exemple de Nice, personne n'avait remarqué ce camion testant son itinéraire quelques jours plus tôt !

L'obsession de la surveillance

À les entendre, il s'agirait de débusquer ... les mauvais citoyens qui déposent leurs ordures dans des endroits prohibés. Selon ces spécialistes de la suspicion, le préjudice pour la commune se chiffrerait en tonnes et naturellement en [centaines de ?] milliers d'euros, qui ne seraient pas consacrés, eux, à des dépenses utiles

Surveiller les terrasses !

Elles font l'objet d'une vigilance de tous les instants. Enfin, pas toutes, car si les unes se sont étendues, y compris sur l'ancienne concurrence, d'autres sont observées avec une vigilante attention !

Témoin la mésaventure de l'Onyx. La patronne s'était entendue avec son voisin, "– Je te décore le trottoir et tu me laisses mettre quelques tables." Il y avait déjà eu du tirage avec l'ancien maire, fort d'un vocabulaire de corps de garde de cavalerie, mais on pensait l'affaire réglée. Que nenni ! Ce 19 mai 2021, jour de la réouverture des bistrotts, la terrasse a été bruyamment déclarée illégale ! Contentons-nous de constater que le trottoir est largement accessible aux fauteuils roulants, qu'une petite déco est en place, que l'activité de l'ex-Coopé n'est pas entravée et qu'une sympathique animation est à l'œuvre rue Bannacker.

Alors, pour reprendre les injonctions habituelles "on ne s'énerve pas, on garde son calme", en faisant preuve ... de civilité !

[définition ? ndlr]. Comme chacun sait, peu importe que ça soit vrai ou faux pourvu que ça passe pour vraisemblable. Bref, on ne sait plus si c'est pour ramener les déviants dans le droit chemin ou pour faire des économies qu'on va nous espionner ici, là ou ailleurs, sans que nous sachions où Big Brother est tapi.

Autre question : "– On vous espionne, on vous surveille, vous ne savez ni quand, ni où, ni pourquoi, mais c'est pour votre bien ; d'ailleurs, qu'avez-vous à vous reprocher pour en discuter le bien-fondé ?". Et d'affirmer que les images ne feront qu'un passage fugitif au sein de la cellule chargée de les analyser ... Qui pourrait penser le contraire ? Pour s'en persuader, il suffit de citer la presse [le Figaro, 27/07/2018] qui rapporte qu'un commissaire de police, Monsieur Maxime C., en compagnie de deux collègues, a remis le 18

juillet 2018 à Monsieur Alexandre B. des images concernant des événements qui se sont déroulés à Paris, place de la Contrescarpe, le 1^{er} mai 2018 et qui aurait dû être effacées le 1^{er} juin 2018 ...

Il est aussi intéressant de constater que ceux qui seront chargés de consulter les enregistrements, de traquer les délinquants, de débusquer l'incivilité, comme ils disent, sont ceux qui peinent à faire respecter les règles élémentaires qui régissent le stationnement en

ville, même à quelques dizaines de mètres de la mairie. Comme l'heure n'est pas à la polémique, on passera aussi sur la situation dans les petites rues, ou à proximité des écoles, où les voitures occupent le terrain en toute impunité.

Le choix des priorités

La municipalité nouvelle sait hiérarchiser les priorités et s'attaquer aux vrais grands enjeux. On aurait pu débroussailler le plan climat air énergie territorial [PCAET], s'attaquer au plan alimentaire de territoire [PAT] ou étudier le bilan carbone de la commune afin d'alimenter la réflexion de l'intercommunalité et engager la seule conversion qui vaille face à l'enjeu majeur du dérèglement climatique. Au fait, qu'en pensent les promoteurs du nacte pour la transition signé très partiellement par l'actuelle

Au fait, c'est quoi la civilité, le civisme, ... ?

RIEN DE TEL qu'un bon vieux dictionnaire [Larousse, éd. 1940] pour remettre les pendules à l'heure, et les outrances au placard.

Civisme : caractère du bon citoyen qui observe les convenances et les égards en usage chez les gens qui vivent en société. "La politesse flatte les vices des autres, la civilité nous empêche de les mettre au jour.", dit Montesquieu. La civilité renvoie à la courtoise, à l'estime et au respect. On est loin du mégot sur le trottoir ...

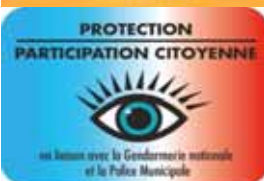
Vertu introduite à la Révolution, le civisme est le zèle du bon citoyen pour l'intérêt public. Il a donné lieu à des certificats qui attestaient de la dévotion de leur détenteur à la cause révolutionnaire. Le civisme ne doit pas être confondu avec le patriotisme qui caractérise celle ou celui qui est prêt à consentir les sacrifices les plus grands, et de tous ordres, pour sauvegarder le patrimoine matériel et moral légué par les ancêtres, pris au sens large. On dit aussi qu'un patriote aime son pays, quand un nationaliste déteste celui des autres.



actualité communale



Combien de fois avons-nous déjà entendu parler de "notre projet pour notre jolie ville" sans que l'on en connaisse véritablement les contours. Une année n'aura pas été de trop pour que nous commençons à les apercevoir, pour le meilleur / pire ?



DITES-VOUS BIEN que pendant que vous feuillotez Pumpnickelle, il n'est pas impossible que la "Small Sister" municipale ait un œil par dessus votre épaule, histoire de voir si tout se passe bien, conformément à l'idée que l'on se fait de la bonne manière de vivre, des bonnes façons de se comporter, de vérifier que vous assistez avec zèle et constance aux cérémonies patriotiques ordonnancées sous la houlette des bons responsables, que vous n'avez pas trop de mauvaises lectures et que le quartier que vous habitez, où la caméra de vidéosurveillance peut être installée à votre insu, ne se plaint pas de votre présence. En somme, si vous êtes à peu près conforme, et vous pouvez continuer à mener votre vie tranquille, puisque vous n'avez rien à vous reprocher. Mais chacun sait que derrière chaque innocent se cache un coupable qui s'ignore.

Un contrôle plus ou moins discret mais incessant

Cette normalité doit se retrouver dans les analyses auxquelles procède votre fournisseur d'énergie au moyen du compteur espion installé chez vous, avec votre consentement tacite, qui permet de facturer différemment l'électricité que vous consommez selon que branchez votre voiture électrique ou votre machine à café. En plus, et c'est l'objectif, on sait tout de votre vie, de votre emploi du temps, de la durée de vos vacances, du nombre de visites que vous recevez ou de vos achats d'appareils plus récents. Ces données sont vendues aussi bien aux marchands d'illusions, les publicitaires, qui répertorient vos habitudes qu'aux services statistiques pour connaître, par exemple, le nombre de touristes sur une zone [comme le rapporte le journal du pays yonnais, 26 août 2021 : Orange vend "les chiffres du flux vision" qui comptabilisent "tous les abonnés téléphoniques", nombres de passages, catégories socioprofessionnelles et origines géographiques.].

L'intelligence artificielle : une fable ?

Mais que faire de ces milliards de milliards d'informations ? Confions-les à des algorithmes qui vont les recouper et les comparer ... et les analyser selon les directions qui leur ont été données. Intervient alors le concept de l'"intelligence artificielle" [Expression a été mal traduite. En anglais, "artificial intelligence" évoque la gestion des données ; on est loin du cerveau humain qui exprime des émotions et s'interroge sur le sens de ses actions]. Il suffit de se rendre compte que les machines les plus puissantes, installées dans les régions les plus froides de la planète sont au travail et décortiquent tout et n'importe quoi pour déterminer si Unetel, fiché grâce au logiciel de reconnaissance faciale, a bien un comportement en phase avec sa déclaration de revenus, ou qu'Unetelle, pistée grâce à sa carte de crédit, n'achète pas des produits décalés par rapport à son profil sanitaire.

Contribution modeste mais décisive

En inscrivant un volet de surveillance à ses réalisations municipales, au détriment de la focalisation sur les grands enjeux [réduction de la consommation énergétique, politique des déplacements, prise en compte des avis et idées des habitants par exemple], la municipalité n'est plus nouvelle. Elle fait le choix d'enfoncer les portes ouvertes d'un sécuritaire infantilissant qui nous réduit au mieux au suivisme, au pire à la délation, en n'améliorant en rien la situation. Des questions se posent : est-ce pour cela qu'elle a été élue, avons-nous été prévenus de cette inclination à la surveillance, était-il nécessaire de changer de monture si c'est le même type d'équipage qui tient les rênes, la déception est-elle déjà à l'ordre du jour ? Poser la question, n'est-ce pas déjà y répondre.



1 1



L'affaire Westercamp ? Elle est mal engagée !

Si un groupe de travail s'est bien réuni en début d'année, ses travaux auront été régulièrement court-circuités par des initiatives complaisamment relayées par voie de presse. Ainsi a-t-on pu lire qu'il se passait ceci et cela au "musée Westercamp", alors qu'il avait été décidé de revoir la dénomination des lieux, "musée de Wissembourg" pour une ancienne sous-préfecture pas encore acquise, et "Espace Westercamp" pour la rue du Musée, devant accueillir un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine.

Jeu sur les mots ?

Il y avait accord pour redonner leur lustre aux murs historiques, achetés par la mairie en 1913 grâce à une démarche philanthropique comme on n'en fait plus. Rappelons que Monsieur Westercamp n'a pas "donné l'argent" pour défiscaliser une partie de ses revenus, comme c'est le cas de nos jours. Il a simplement permis que l'ensemble de ses concitoyens ait accès à une partie de sa collection, enrichie par la suite. Il a ouvert des portes qui étaient fermées, qu'elles soient matérielles ou culturelles. On est à cent lieues de ces personnages, dits mécènes, qui partagent tout seuls des biens qu'ils se réservent en ayant préalablement claironné qu'ils les mettraient à la disposition de tous. On peut alors parler de détournement.

La grosse excuse : on n'a pas d'argent ...

Alors que des diagnostics ont été établis, appuyés sur des chiffres, que le caractère exceptionnel, en particulier historique, des murs de la rue du Musée a été reconnu, voilà que l'on chipote "parce qu'on n'a pas d'argent" sur la durée des travaux ou leur ampleur, qui les rendrait soudain inaccessibles. Pourquoi ne pas examiner la solution de la souscription publique, tout juste effleurée ? On préfère amuser le tapis avec une rampe de LED censée préfigurer une muséographie nouvelle, ou le don d'une charte providentiellement acquise lors d'une vente aux enchères. Diable, quelle audace !

Que de temps perdu !

Si la décision de surseoir à la vente semblait favorable, les derniers mois auront mis à mal toute perspective de remise en état d'un lieu fermé sans explication dont les mairies successives, depuis le 1^{er} novembre 2002, portent la responsabilité, partagée par ceux qui excipent d'on ne sait quelle connaissance soi-disant technique, énoncée de façon obscure, pour justifier l'irréparable.

La mairie a perdu une belle occasion de briller, en se concentrant sur un sujet qu'elle aurait pu rendre mobilisateur. À la place, nous avons une succession de réunions ronronnantes, au cours desquelles les promoteurs d'un déménagement sans ménagement font assaut d'allégations plus ou moins fantaisistes, au nom d'un savoir souvent plus hypothétique que réel. On est mal parti.



Pumpernickelle est imprimée sur du papier issu de la sylviculture intelligente.

31 / 05 / 21 :
An 01 ?
Nouvelle ère ?
On n'y croit plus !



Westercamp
01 / 11 / 02 - 01 / 11 / 21
20^{ème} année de fermeture
6941 jours

Pumpernickelle est heureuse de souhaiter la bienvenue à notre nouveau sautier. Pour l'occasion, elle vous propose un dialogue [imaginaire] entre employeur et employé.



Elle : Alors Monsieur ex-dircab' du président, ex-dir. des affaires culturelles à l'agglomération de Villeneuve/Lot [50 000 hab.], ça vous fait quoi d'être secrétaire de mairie, euh pardon, DGS d'une bourgade de moins de 8 000 hab., une promotion ?

Lui : Ah, je suis super-content. Moi qui étais si discret, je vais pouvoir donner toute la mesure de la multidimensionnalité de mon être. Ce n'est pas avec moi qu'un directeur d'école de musique va démissionner, vous pouvez me faire confiance.

Elle : Ah, me voilà rassurée, mon Kermitton, eh pardon, cher Monsieur. Mais on peut en savoir plus sur vos compétences ?

Lui : Moi, mon truc, c'est l'écriture. Des romans, rien que des romans ! Je sens déjà venir le prochain, du genre "Gulliver chez Lilliput". Et devinez qui est Gulliver ? Ah, ah, je suis le meilleur. D'ailleurs, j'ouvre une parenthèse, j'ai toujours une opinion très favorable de ma modeste personne.

Elle : Blague à part, vous savez faire quoi ?

Lui : Mais tout, et même le reste. D'ailleurs, titulaire de mon BAFA, je suis l'homme de la situation pour, comment dit-on déjà, ah oui, réveiller la belle endormie. Car, ça roupille ici, depuis plus de trente ans que les mollassons se succèdent dans le fauteuil du maire.

Elle : N'oubliez pas que mon écurie comprend pas mal de restes des équipes précédentes, sauf la dernière ...

Lui : Oui, oui, mais tout ça, c'était hier, il faut passer à autre chose, ne pas être confit dans le souvenir du passé. De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et Wissembourg sera sauvée !

Elle : C'est pas de vous, ça !

Lui : Ah, quelqu'un l'a déjà dit ? Mais, pour en revenir à vos questions, à la limite de l'indiscrétion, si je travaille ici, je peux écrire tout plein de jolies choses sur notre si jolie ville ...

Elle : Mais nous avons déjà nos artistes, peintres, musiciens, poètes et même nos critiques !

Lui : Oui, mais si je peux rester ici jusqu'à la retraite j'écrirai sur vous un livre dont personne d'autre que moi ne sera capable et que vous serez la seule à pouvoir comprendre. Vous savez, c'est comme dans le conte d'Andersen, "les habits neufs de l'empereur", eh ben, je suis les deux tailleurs à moi tout seul !

Elle : Oh la la, le rouge me vient au front. Vous feriez ça, rien que pour moi ? Mais j'espère que vous aurez encore un peu de temps de vous occuper de faire tourner la machine administrative communale ?

Lui : On verra. On a beau avoir énormément de talent comme moi, on ne peut pas être parfait partout et en tout.

Elle : Eh ben, ça promet !